

MP

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT
ARDÈCHE

DELIBERATION N° 2011 /04

EXTRAIT DU REGISTRE
**DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE D'ALBA LA ROMAINE**

Séance du 7 février 2011

L'an deux mille onze et le sept février à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mr Pierre MAURIN.

Date de convocation : 31 janvier 2011

*Nombres de membres du Conseil Municipal : 15 en exercice : 15 présents : 11
votants : 13*

**Présents : M. MAURIN – CHAUSSIGNAND – TESTON – CROZIER –
BEUGNET – BOUAZZA - CORNET – JOLLIVET – SALA – VERNET -
VOLLE**

**Excusés : Mr Denis AUZAS a donné procuration à Mr CHAUSSIGNAND
Mr Michel HILAIRE a donné procuration à Mr VOLLE**

Absents : M DELAUZUN - FIALON

Mme Nathalie SALA a été élue secrétaire

Objet : Institution du Droit de Prémption Urbain

M. le Maire expose au conseil municipal que la législation en matière de droits de préemption donne aux communes la faculté d'instituer un "droit de préemption urbain" sur tout ou partie des zones urbaines (U) ou des zones d'urbanisation future (AU) délimitées par le PLU.

Ce droit a pour objet de permettre aux communes d'acquérir par priorité les biens mis en vente dans le but de réaliser des actions d'aménagement à l'intérieur des périmètres qu'elles auront délimités.

.../...

HP

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement,

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière,

Vu le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 modifié par le décret n° 87-284 du 22 avril 1987 relatif notamment au droit de préemption urbain,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.211-1 et suivants, les articles L.213.1 et suivants, les articles R.211-1 et suivants et les articles R.213.1 et suivants,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 31/05/2010, portant approbation du plan local d'urbanisme,

Entendu l'exposé de M. le Maire, après en avoir délibéré,

* décide d'instituer le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U et AU du PLU en vigueur

Ce droit de préemption sera exercé pour :

- mettre en œuvre une politique locale de l'habitat
- organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques
- développer les loisirs et le tourisme
- réaliser des équipements collectifs
- lutter contre l'insalubrité
- sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti
- constituer des réserves foncières en vue de la réalisation actions ou d'opérations d'aménagement répondant aux objets précités.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois.

Mention en sera insérée dans les 2 journaux suivants :

- Le Dauphiné Libéré
- La Tribune

Elle sera exécutoire après sa transmission au Préfet et accomplissement des formalités de publicité mentionnées ci-dessus.

2011/011

JP

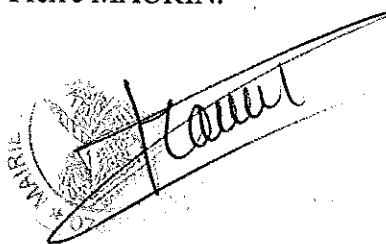
Copie de la délibération sera adressée :

- * à M. le Directeur des Services Fiscaux
- * au Conseil Supérieur du Notariat
- * à la Chambre Départementale des Notaires
- * au Barreau constitué près le Tribunal de Grande Instance de Privas
- * au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Privas.

La délibération du 29 novembre 2010 portant sur le même objet est retirée conformément à la demande de Mr le Préfet du 31.12.2010.

Fait et délibéré à Alba la Romaine le 07 février 2011

Pour Copie Conforme,
ALBA LA ROMAINE, le 08 février 2011
LE MAIRE
Pierre MAURIN.





REÇU A
LA PREFECTURE LE

11 FEV. 2011

.../...

2011/012

HP

